

SE COMPRENDRE

N° 05/07 – Août-Septembre 2005

de Jean-Paul II à Benoît XVI **une nouvelle phase dans le dialogue**

H. Ennaifer - Mgr H. Teissier - J. Hubert - Mgr M. Fitzgerald

*C'est au moment où paraissait le n° 05/04 de **Se Comprendre** qui reprenait les principaux messages du Pape Jean-Paul II à "ses frères Musulmans" que le monde a appris la nouvelle de sa mort. Les images de ses obsèques, rassemblant des délégations de tous les pays sans distinction de race ni de religion, ont fait le tour de la terre. Dans les semaines qui ont suivi, plusieurs textes importants ont souligné les réactions des milieux musulmans à cette disparition: Mgr Michael **Fitzgerald**, président du Conseil Pontifical pour le Dialogue interreligieux, y voyait le "signe d'un changement dans les relations entre les deux religions" (Zenit.org, Rome). Le Prof. Hmida **Enneifer**, Tunisien, co-président du GRIC, parlait "du StSiège entre deux époques" (Al-Hayat, Londres). Mgr Henri **Teissier**, archevêque d'Alger, évoquait "un climat propice au dialogue" (AFP, Alger). M. Jacques **Hubert**, de l'Association Tibhirine de Nantes, proposait "une pédagogie du dialogue" (Doha, Qatar). Nous sommes heureux de pouvoir présenter à nos lecteurs des extraits de ces interventions, en les complétant par un dossier de presse au sujet du nouveau Pontife, Benoît XVI.*

I. Le Saint-Siège entre deux époques (par *Hmida Ennaifer*¹)

Une lecture du parcours du pape Jean-Paul II

Le croyant retrouvera-t-il son ombre ?

Quand, le 13 mai 1981, le pape Jean-Paul II s'écroulait sous les balles de Mohamed Ali Agça, un tueur professionnel, l'un de ses proches l'entendit murmurer : « Pourquoi moi ? » Ces simples paroles, prononcées à cet instant-là, sont révélatrices pour qui cherche à saisir un aspect fondamental du parcours d'un homme qui croyait en la mission d'une grande religion si souvent éprouvée au cours des siècles. « Pourquoi moi ? » Dans cette interrogation, le pape exprimait son incrédulité d'avoir été pris pour cible, lui le héraut de la paix et de l'amour, à l'instar de ceux qui ont entre les mains la puissance et le pouvoir temporel.

¹ Universitaire tunisien, le Prof. H. Ennaifer est co-président du *Groupe de Recherches Islamo-Chrétien* (GRIC). L'article ci-joint a été publié dans l'hebdomadaire londonien *al-Hayat* du 7 mai 2005 et traduit de l'arabe par notre ami André Ferré, pb, de l'*Institut des Belles Lettres Arabes* (IBLA) de Tunis.

Du point de vue de l'observateur musulman, si nous voulons évaluer le parcours de cet homme qui a présidé pendant plus d'un quart de siècle aux destinées de l'Eglise catholique, il me semble que nous devons nous poser la question suivante : Comment croire possible que l'Eglise ait mis en œuvre une telle dynamique dans toutes les parties du monde, et notamment en direction du camp communiste, et que son chef n'ait eu aucune arrière-pensée politique ? C'est un premier aspect qui mérite d'être étudié, car la plupart des musulmans qui s'intéressent à la chose publique en sont encore à émettre des doutes sur l'utilité, et même sur la possibilité, de distinguer le religieux et le politique ; et ce sont les mêmes qui jettent la suspicion sur les rapports avec le partenaire européen chrétien.

A l'occasion de la mort de Jean-Paul II, nous voudrions donc aborder une double question qui hante la pensée du musulman et qui exige une réponse, si nous voulons surmonter une crise qui affecte les élites musulmanes depuis plus de deux siècles. Cette double question, la voici : d'une part, dans quelle mesure peut-on, de fait, séparer le religieux et le temporel ; d'autre part, l'Eglise catholique a-t-elle vraiment pu réaliser cette séparation, alors que sa présence, directe ou non, dans la vie publique n'est guère un secret ?

Si nous abordons le parcours du souverain pontife sous cet angle, nous pouvons affirmer que le pape, par son interrogation empreinte d'incrédulité, exprimait exactement l'idée que le catholique se fait de la fonction de la religion chrétienne dans le monde moderne. En effet, pour le catholique, il est établi que la religion a pour mission de sauver l'homme et de donner sens à l'existence. Cela dit, la vie de la cité et, d'une façon générale, les questions liées au temporel, obéissent à un ordre et à une dynamique propres, et il n'appartient pas au clergé de les administrer. Cette conception ne s'est pas imposée sans difficulté ; elle est allée de pair avec l'évolution de la pensée et des sociétés européennes, ce qui a évité de revenir à la situation qui prévalait au Moyen Âge. En Europe occidentale, la pensée chrétienne en est arrivée à la conclusion que, lorsque le religieux intervient dans la sphère temporelle, il ruine la religion sans servir le politique.

Telle est la situation en Occident depuis le mouvement de la Réforme religieuse, suivant une dynamique qui procure une assise doctrinale à la spécificité chrétienne ; celle-ci donne à la parole du Christ une dimension actuelle digne d'attention. En effet, le Christ a dit : « Rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu ». La pensée chrétienne, aujourd'hui en Occident, interprète cette parole dans le sens qu'on ne doit pas sacrifier l'activité temporelle et politique. Ainsi le croyant est invité à ne pas déclarer sacré ce qui ne l'est pas dans le domaine temporel, sous peine, d'une part, de compromettre l'essence même et le message de la religion et, d'autre part, de dénaturer l'action de ceux qui gèrent la chose publique, en cachant sous une coloration religieuse crises et mauvais choix.

Mais revenons au parcours du pape défunt, et notamment à sa formation intellectuelle, morale et spirituelle. Celle-ci nous révèle une chose remarquable qui confirme ce qui précède : c'est sa confiance en la mission de la religion chrétienne, en dépit d'une modernité bien établie en Europe, et malgré le dédain d'une raison triomphaliste, surtout dans sa composante communiste athée. La certitude du pape résulte de son approche de la philosophie occidentale en général et, plus particulièrement, de la critique qu'elle a faite de la pensée chrétienne, au cours des siècles passés. Quand il analyse les discours du pape ou tel ou tel de ses écrits, quand il s'intéresse à la formation intellectuelle et théologique de nombre de figures emblématiques de l'Eglise catholique, le chercheur découvre qu'il ne s'agit pas d'un simple artifice ou d'une fioriture de style. C'est un enjeu réel, affirmé clairement par le pape Jean XXIII, que Paul VI a fait sien et, après lui, dans une moindre mesure, le pape défunt. Que la Réforme, les Lumières et la modernité aient transformé radicalement la conscience de l'Occident, notamment dans son appréhension de lui-même et du monde, cela ne veut pas dire nécessairement que la religion est perdue. Le fait que beaucoup se heurtent à l'autorité de l'Eglise en Europe, en matière de connaissances scientifiques établies ou de nouvelles méthodes de pensée, c'est une chose qu'il faut reconsidérer sérieusement et en profondeur. C'est une telle orientation qu'ont adoptée et continuent d'adopter certains clercs qui entendent bien réoccuper le terrain de la connaissance et de la science, sans que pour autant cela signifie la ruine de la religion et de la foi.

Bien mieux : certaines de ces remises en question ont abouti à considérer que des penseurs athées tels que Feuerbach, Freud, Marx, Nietzsche ou Sartre ont rendu, sans le vouloir, un fier service à la foi religieuse ; leurs critiques sévères ont en effet ébranlé une apologétique incohérente et balayé bien des argumentations futiles. Ils ont ainsi préparé la voie à une pensée religieuse renouvelée, actualisée, en harmonie avec les découvertes scientifiques, et convaincue de la nécessité de recourir,

en matière de foi, à un argumentaire valable, solidement étayé et exprimé avec clarté. C'est la position qu'avait adoptée le pape défunt en s'ouvrant à un monde complexe, en pleine mutation et en crise. Ses voyages en tant de pays signifiaient avant tout qu'il relevait le défi devant les problèmes de chaque contrée visitée. Ils avaient aussi une autre signification, à savoir une autocritique implicite et la reconnaissance des nombreuses erreurs de l'Eglise qu'il fallait absolument confesser et assumer, en toute humilité et avec une conscience nouvelle.

C'est ce grand paradoxe qui a donné au pape disparu une crédibilité qui a surpris ceux qui font l'opinion, les penseurs et les décideurs, en Europe d'abord, et ensuite dans le monde. Paradoxe de celui qui, ayant découvert ses points faibles, les assume avec la volonté de les transformer en appuis solides. D'ailleurs, cette option, ce n'est pas le pape qui l'a inventée : il est clair qu'avant lui l'Eglise catholique avait initié, depuis le concile Vatican II, en octobre 1962, un mouvement extraordinaire qui s'apparente plutôt à une révolution et qui s'est résumé à un mot : l'*aggiornamento*, que les catholiques interprètent ainsi : si nous voulons conserver notre influence dans le monde, il nous faut absolument être à l'écoute des soucis et des appréhensions de ce monde ; et cela ne sera possible que si nous incarnons la foi catholique dans notre époque.

Mais le pape a voulu en plus de cela, ou plutôt avant tout cela, être un père penché sur une humanité qui souffre de la perte du sens et d'une existence misérable. Ce pape, qui venait de la Pologne captive, avait compris que les peuples aspirent à retrouver le sens de la vie et de valeurs presque disparues. Partant de là, il mit l'accent sur deux choses qu'il estimait propres à soutenir la foi et la vie spirituelle : la discipline des mœurs et la sauvegarde de la famille, une institution qui voit l'autorité du père succomber sous l'afflux de changements dévastateurs. Dès son intronisation en 1978, il lança sa célèbre formule : « *N'ayez pas peur !* » par laquelle il voulait défier le régime communiste stalinien, oppresseur de sa patrie polonaise, mais aussi ramener le spirituel dans une Europe menacée dans ses valeurs d'humanisme, de solidarité et d'amour, qui fondent son identité.

Cette attitude paternelle et compatissante, ainsi que le souci constant de mettre en œuvre une réforme doctrinale et institutionnelle, ont marqué les années du pontificat de Jean-Paul II, qui aura été, pour un monde angoissé et désemparé, un stimulant dans le domaine des valeurs et de la spiritualité.

Ainsi apparaît à l'observateur musulman le parcours du souverain pontife, au long duquel il s'est gardé de transgresser la distinction entre le religieux et le politique, en dépit de ce qu'ont pu prétendre certaines analyses qui ont fait de lui l'homme le plus dangereux de la fin du 20^{ème} siècle, en matière de religion et de politique. Nous estimons qu'il a ramené une certaine présence catholique dans les limites tracées par la modernité dans son rapport avec le sacré. Il n'a pas franchi ces limites, et il était d'autant moins porté à le faire que certains de ses prédécesseurs, qui avaient vécu la deuxième guerre mondiale, avaient fait naître des doutes sur le bien-fondé de la participation de l'Eglise aux luttes politiques. Jean-Paul II est mort après la fin de la troisième guerre mondiale – la guerre froide –, crédité d'avoir contribué positivement à la libération de la Pologne, au nom d'une spiritualité européenne par excellence. C'est en cela que consiste sa contribution la plus marquante, lui qui pensait que le vrai problème n'était pas celui de la séparation entre le religieux et le temporel, mais celui de l'aspiration de certains penseurs européens à dépasser définitivement le religieux et à priver l'homme de toute référence à la transcendance.

L'Eglise entre le paternalisme et la mondialité

Les foules impressionnantes qui sont allées à Rome pour dire un dernier adieu au pape exprimaient par ce geste leur adhésion à un symbole très fort, que le défunt eut le souci de mettre en avant tout au long de son pontificat, mais surtout durant la dernière décennie, alors qu'il portait les marques d'une grave maladie qu'il ne chercha pas à dissimuler et dont il ne voulait pas qu'elle le détournât de sa mission. C'est l'amour envers ce père affectueux et éprouvé qui explique les larmes de tous ces pèlerins, européens ou non. On se pressait autour d'un symbole transparent, car cet homme-là n'a jamais hésité à afficher son désaccord avec certains jeunes et aussi nombre d'opprimés qui réclamaient d'importantes remises en cause dans des questions sociales, politiques, morales, voire doctrinales. Voilà ce qui a amené tant de personnes venues d'Europe et d'ailleurs, et même des non chrétiens, à manifester un profond et sincère chagrin à la mort du pape. Sa proximité avec les jeunes et les opprimés, et ses paroles provocatrices dont il savait par avance qu'elles ne seraient pas bien reçues, constituaient pour eux un paradoxe qui le fit aimer de beaucoup.

Cependant, à côté de ces foules de gens ordinaires et de jeunes, il y eut aussi les plus hauts responsables d'Etats de premier plan, venus manifester leur participation au deuil. Ceux-là nous intéressent tout spécialement, car leur présence à ce point massive soulève plusieurs questions. Les médias occidentaux ont annoncé que la venue de ces officiels avait entraîné des mesures de sécurité renforcées, à tel point qu'une couverture militaire de l'OTAN protégeait non seulement le sol, mais aussi l'espace aérien de Rome. Alors pourquoi un tel empressement pour prendre part à un deuil, en dépit de multiples dangers ?

En dehors du simple désir de participer aux condoléances, ce qui a mis en mouvement les détenteurs du pouvoir et les décideurs, c'est quelque chose qui, au-delà du défunt, s'adressait à l'institution qui l'a accompagné tout au long de son existence et dont l'action et l'influence lui survivront. En tant qu'institution, le catholicisme se distingue radicalement de la personnalité de son chef, si nous nous en tenons à sa seule personne. Comme telle, cette institution possède une organisation autonome, des fonctions et des règles d'action qui sont l'expression d'un corps social marqué culturellement. Dès lors, elle est sans cesse attirée vers la sphère politique, interférant avec certaines de ses tâches majeures ; sans compter que les hommes politiques et les édiles ne peuvent se passer d'elle, malgré leur ardent désir de la voir se cantonner au domaine qui lui est imparti.

C'est pourquoi il n'est pas paradoxal d'affirmer que le pape a tenu, durant son pontificat, deux positions difficilement compatibles entre elles : celle de sa foi personnelle comme croyant, qui prône la séparation entre le religieux et le séculier ; et celle que lui imposait l'institution ecclésiale et qui, empruntant d'autres voies, admet des points de contact entre le domaine de la spiritualité et des valeurs d'une part, et le champ profane et politique d'autre part. L'Eglise montre parfois qu'elle prend certains engagements politiques ; cela a été le cas, par exemple, en Amérique centrale (Haïti, Nicaragua), en Amérique du sud, ainsi qu'en Afrique noire avec tel ou tel prêtre catholique (le Rwanda, avec les massacres de Tutsis en 1994). Toutefois, ces situations demeurent l'exception, car elles révèlent les difficultés que rencontre l'Eglise en dehors de son espace principal, qui est l'espace européen. En Afrique subsaharienne et en Amérique latine, elle a dû affronter bien des critiques quand elle a abandonné la neutralité positive qu'elle s'impose en Europe. Là, certains de ses membres en vue ont entraîné l'institution dans une attitude militante, reflet d'une prise de conscience des problèmes sociaux. Mais elle a refusé d'observer cette même attitude, sous le pontificat de Jean-Paul II surtout, quand elle a condamné la « *théologie de la libération* ». Elle comprenait, en effet, que son souci, en vigueur depuis le dernier tiers du 19^{ème} siècle, de ne pas outrepasser sa mission religieuse et morale, lui avait valu une influence grandissante en Europe...

C'est pourquoi l'Eglise a refusé de se départir de cette neutralité positive qui la protégeait, et ce, en dépit des vives critiques qu'elle essuyait en Amérique latine et en Afrique. Elle a maintenu cette position en toute connaissance de cause, face aux nombreux problèmes qui devaient être traités avec fermeté, dans trois aires géographiques importantes.

En Europe occidentale, principale aire géographique de l'Eglise, le catholicisme doit faire face à une désaffection vis-à-vis de l'institution ecclésiale et au rejet de ses prises de position sur les mœurs, la famille, et même en matière de liturgie et de doctrine. Les sociétés occidentales se sont libérées des valeurs du catholicisme, affirmant ainsi une propension généralisée à se passer de référence au divin quand elle prend une forme institutionnelle. C'est la conséquence de la quasi-absolutisation de l'individualisme, qui draine avec lui une conception de l'existence tout à fait opposée à l'enseignement de l'Eglise. Comment, sous le nouveau pontificat, l'Eglise catholique pourra-t-elle affronter ce bouleversement qui, commencé au 18^{ème} siècle, n'a cessé de progresser, grâce au renfort des découvertes scientifiques qui soulèvent des questions telles que le clonage, la manipulation génétique et l'avortement ?

En ce qui concerne l'Europe et ses questionnements majeurs, il ne faut pas s'attendre à des changements sous le nouveau pontificat, si l'on s'en tient à la formule « *l'Eglise gardienne de la vérité* ». Cette formule confère à l'institution religieuse la fonction de veiller sur le dogme, autrement dit, elle donne aux théologiens conservateurs un contrôle absolu et elle pousse à s'appuyer encore davantage sur les médias. Dans ce cas, l'Eglise risque de renoncer à poursuivre les grands efforts de renouveau que le concile Vatican II avait inaugurés, notamment par rapport à l'autorité et au développement de l'Eglise. C'est ce qu'ont noté plusieurs théologiens européens novateurs comme Hans Küng, Henri de Lubac, Raymond Panikkar, encourageant ainsi la censure et les tracasseries d'une

Eglise encline à la centralisation doctrinale et disciplinaire et réticente devant toute fonction critique et novatrice.

L'élection du nouveau pape, Benoît XVI, qui était préfet de la Congrégation de la doctrine de la foi et défenseur des valeurs traditionnelles de l'Eglise, montre que cette institution, représentée par le collège des cardinaux, entend conserver l'attitude défensive qui était la sienne sous le médiateur Jean-Paul II. Mais aujourd'hui, à l'orée du troisième millénaire, avec une Europe qui connaît des changements radicaux, le défi à relever réclame une réponse audacieuse que ne peuvent ignorer ceux qui président à l'avenir de l'Eglise en Europe.

Ce qui préoccupe certains cardinaux progressistes, nombre de penseurs et d'historiens, ainsi que les mouvements chrétiens ouverts, c'est la nécessité d'appliquer à la « *fracture* » européenne un traitement radical et courageux. Celui-ci suppose un sens de l'histoire permettant de saisir la nature de cette nouvelle étape dans laquelle l'Europe s'est engagée depuis la chute du mur de Berlin. Cette prise de conscience doit amener à revoir la neutralité positive du catholicisme, qui n'a pas été réellement comprise à la période précédente. Certes, avec le pape défunt, l'Eglise a été capable de débloquer la situation dans la Pologne communiste, mais le « réalisme » du catholicisme européen n'a pas dépassé les frontières de la Pologne ; et ce fut la même chose, quoique à un degré moindre, en Hongrie et en Tchécoslovaquie. Mettre au crédit de l'Eglise la chute du régime soviétique et la fin de la guerre froide, est exagéré et relève d'une mauvaise appréciation des événements ; car la chute du régime communiste est due avant tout à la faillite de ses options économiques et sociales, à son retard technologique et, dans une moindre mesure, à la politique rigide des Etats-Unis envers « l'axe du mal », conduite par le président Ronald Reagan. Les limites de cette neutralité positive apparaissent aussi dans l'attitude que les chrétiens de l'ex-Union Soviétique et notamment ceux des pays de l'Europe de l'est, observent vis-à-vis de l'Eglise romaine, une attitude toujours marquée d'animosité, à cause de ce que cette Eglise représente, à leurs yeux, d'innovation par rapport à l'orthodoxie.

A ce propos, l'œcuménisme, en Europe, est demeuré un simple slogan que l'Eglise romaine n'a pu traduire en résultats significatifs. Enfin, toutes les études sérieuses modernes qui traitent du problème religieux en Europe occidentale concluent à cette « *fracture* » qu'on pourrait résumer ainsi : un besoin accru de religiosité, sans un intérêt particulier pour l'Eglise catholique, et un net attachement à une laïcité neutre. Les différents sondages d'opinion aboutissent, les uns après les autres, à cette question lancinante : Comment le nouveau siècle sera-t-il un siècle d'ardente spiritualité, sans affecter les valeurs de la modernité et de la laïcité, et sans conserver de lien avec l'Eglise catholique ?

En Amérique latine. Dans cette deuxième aire stratégique de l'Eglise, vivent le plus grand nombre de catholiques (44%, à comparer avec 27% en Europe occidentale et 11% en Afrique), et l'Eglise romaine y affronte de graves et nombreux défis. Sans parler des problèmes de la pauvreté, de la dictature politique et de la corruption généralisée, deux questions suscitent de larges débats :

1. La première est d'ordre doctrinal et, sous le nom de « *théologie de la libération* », fut en horreur au pape défunt, tout autant qu'elle l'est au nouveau. Il s'agit d'une théologie qui entend renouveler l'Eglise en reliant son « programme de libération » à la nécessité de délivrer l'institution elle-même de ses anciens schèmes. Cette nouvelle théologie, au lieu de se référer à une réalité qui transcende l'homme, se préoccupe de nourrir celui-ci et de relier son vécu « terrestre » à son désir d'établir le « royaume de Dieu ». D'où la priorité accordée au contact avec le « peuple », afin d'incarner ainsi en vérité la résurrection du Christ et d'enlever au clergé le monopole de l'institution ecclésiale. Dans cette perspective, le concept d'Eglise ne désigne plus ni l'institution ni la hiérarchie cléricale, mais il est transféré à ce que les théoriciens de la théologie de la libération considèrent comme l'élément essentiel, à savoir l'Eglise comme événement nouveau, dont la fonction est de servir l'homme et non plus de participer à son aliénation. Alors l'Evangile devient un instrument efficace qui aide le chrétien à approfondir le sens de son histoire personnelle et qui fait de la neutralité en face des soucis de l'homme et des injustices qu'il subit, une « trahison du message de Jésus ».

Cette remise en question a caractérisé l'Amérique latine durant la seconde moitié du 20ème siècle, mais loin d'être une problématique locale, elle a reçu l'appui, sous diverses formes, d'un certain nombre de clercs en Europe, en Afrique et en Asie. L'Allemand Hans Küng, que nous avons mentionné plus haut, établit un rapport entre la fidélité au message de Jésus et la nécessité pour l'Eglise d'abandonner l'infaillibilité papale, afin d'ouvrir à tous les fidèles la voie du « renouveau » et de donner à chaque chrétien la possibilité de participer sans entrave à l'annonce de l'Evangile. Tel

autre parmi les principaux cardinaux européens ne voit pas dans cette théologie une politisation de la religion, car il ne pense pas qu'on puisse tirer de la vie de Jésus et de ses disciples une norme politique valable toujours et partout. Cette théologie vise à enraciner l'amour mutuel en le soumettant au réel vécu, la foi de l'homme étant alors intimement liée à son expérience personnelle et communautaire. C'est un type d'inculturation qui, dans la ligne même de la révélation chrétienne, rejoint le dogme de l'Incarnation : nécessaire dimension humaine de la révélation, elle se réalise chaque fois que la foi pénètre dans un contexte culturel différent, et chaque fois que le message passe d'une époque à l'autre.

Ce que nous devons bien voir ici, c'est que la théologie de la libération n'est pas une politisation de la religion, car elle ne reconnaît pas une « politique chrétienne » proprement dite, tout comme elle refuse au clergé toute option politique selon laquelle il recommanderait un parti plutôt qu'un autre. En définitive, ce discours affirme que le clerc, dans ses choix politiques, n'exprime pas une option doctrinale qui jetterait la suspicion sur les autres choix, mettant ainsi en péril la cohésion de la société au nom d'une autorité supérieure. De même, l'engagement du croyant dans la cité fait partie des moyens par lesquels le chrétien vit son appartenance à la fois religieuse et civique. Car le fait de professer sa religion n'empêche pas le croyant d'affirmer, en même temps que les valeurs chrétiennes, son appartenance à la patrie ; il le fait en collaborant avec ses concitoyens, indépendamment de leurs appartenances religieuses ou idéologiques. En ce sens, la théologie de la libération modifie la pratique en vigueur dans l'Eglise et la tâche du clerc ; elle épouse la vie des contemporains, en manifestant un intérêt accru pour le monde et pour l'autre, et en se démarquant davantage du pouvoir temporel.

2. La seconde question concerne l'influence grandissante du protestantisme évangélique en Amérique latine, durant les trois dernières décennies, un phénomène qui menace sérieusement l'autorité de l'Eglise romaine. Cela se vérifie au Brésil, au Nicaragua, en Equateur et au Costa Rica. En effet, alors qu'en 1980, 88% de la population de ces régions déclaraient appartenir à l'Eglise catholique, le pourcentage n'était plus que de 73% en l'an 2000. Ce changement profite à l'Eglise évangéliste fondamentaliste, de tendance conservatrice dans le domaine socio-religieux, dotée de vastes moyens matériels et recourant à l'évangélisation populaire directe.

Ces deux phénomènes, joints à d'autres éléments, montrent que de graves dangers menacent le catholicisme dans un domaine réservé que personne ne lui contestait jusqu'alors. Ce « continent de l'espoir » cherche aujourd'hui à résoudre ses graves problèmes sociaux en dehors des discours lénifiants traditionnels que l'Eglise refuse de remettre officiellement en question, ce qui ne manquera pas d'accentuer son isolement et de réduire son influence à l'échelle mondiale.

En Afrique subsaharienne. C'est la troisième aire géographique importante pour l'Eglise catholique, notamment par rapport à la progression du nombre des fidèles (les catholiques africains ont augmenté de 162% durant les 26 dernières années). Toutefois, on constate le même phénomène qu'en Amérique latine, à savoir l'émergence et la concurrence des mouvements évangéliques fondamentalistes et des sectes méthodistes. Le fait est patent surtout au Congo et en Côte d'Ivoire. Ce dernier pays, fief incontesté du catholicisme et dont le président Félix Houphouët-Boigny avait érigé la basilique de Yamoussoukro selon les plans de St. Pierre de Rome, mais en plus grand, ce pays est aujourd'hui ouvert au prosélytisme protestant américain, grâce à l'appui du président Laurent Gbagbo, opposant politique du précédent président.

Ce phénomène signifie-t-il la faillite, sur la scène catholique africaine, de la séparation entre le religieux et le temporel ? Il ne semble pas que l'Eglise catholique en Afrique s'achemine vers une remise en cause de cette séparation. Ce que nous avons noté brièvement à propos de l'Europe occidentale et de l'Amérique latine, montre que l'Eglise catholique évolue aux frontières de la vie politique, sans chercher à les attaquer et à les supprimer. Nous observons la même attitude en Afrique noire, où certains éléments sont communs avec la situation qui prévaut en Amérique latine, tandis que d'autres sont propres au contexte africain. Cependant, les changements en cours en Afrique débouchent globalement sur la distinction entre le religieux et le temporel, et sur la nécessité d'ouvrir un débat entre la pensée religieuse et la sphère socio-culturelle.

1. Tout d'abord, on note chez les élites catholiques et une partie du clergé africain la conviction que la mentalité de l'Europe occidentale exerce encore son hégémonie sur les églises africaines. C'est ce qu'exprime, par exemple, l'abbé congolais Jean-Marc Ela, quand il dénonce la frilosité du catholicisme face aux défis majeurs auxquels est confronté l'Africain : la famine, les maladies, les régimes militaires au pouvoir. Même chose quand il s'agit d'imposer au clergé africain la

loi du célibat, et quand on refuse le principe de la polygamie dans des sociétés qui attachent la plus grande importance à la famille et à la procréation.

2. Ce centralisme européen est évoqué aussi par le clergé catholique africain à propos de questions doctrinales et spéculatives. Le dialogue suivant entre le cardinal Daneels, archevêque de Bruxelles, et un homologue africain, lors d'une assemblée à Rome, révèle combien la compréhension mutuelle est difficile. « Vous, en Europe, vous perdez la foi ! lui dit ce dernier. Chez nous, nous ne pouvons pas comprendre ce que vous faites là-bas, vous les évêques d'Europe. Nous n'avons pas ces problèmes en Afrique ». « Je lui ai répondu (dit Mgr Daneels) : Ecoutez, vous aurez dans quelques années, je ne sais sous quelle forme exactement, le même problème que nous : la sécularisation. Alors, à ce moment-là, de grâce, téléphonez-nous ! Nous avons de l'expérience dans ce domaine ».

3. Face à ce « paternalisme européen » qui n'hésite pas à affirmer une histoire humaine à sens unique coïncidant avec l'histoire de l'Europe, des voix africaines s'élèvent : des prêtres africains réclament un concile africain qui, au nom de l'inculturation, donnerait la priorité à la culture noire. Cet appel à l'africanisation du message chrétien, malgré le conservatisme des responsables romains de l'Eglise, a été traité avec beaucoup de modération, en regard de la sévère condamnation encourue par la théologie de la libération en Amérique du sud. « Africanisez, a dit le pape Jean-Paul II aux tenants de l'inculturation, mais n'oubliez pas la mission universelle du christianisme ! ». Le cardinal Daneels explique cette attitude tolérante en estimant que les cultures africaines sont encore à une étape rudimentaire ; n'ayant pas atteint leur maturité, il n'est pas à craindre que la doctrine chrétienne y soit absorbée en s'y enracinant. C'est ici une allusion à la difficile inculturation du catholicisme en Asie, notamment en Inde.

4. L'Afrique connaît aussi une autre concurrence, celle de l'islam et de son évidente expansion face aux progrès du christianisme. Mais si l'islam se développe plus rapidement en Afrique (durant les cinquante dernières années, le nombre de musulmans africains a progressé de 235%), il connaît un double problème. Tout d'abord, il n'a pas assimilé son caractère africain, ce qui explique l'émergence de conflits internes, assez aigus dans certaines zones, entre sunnites et chiites, ou entre *salafiyya* et confréries, à côté de conflits sociaux à caractère culturel et doctrinal, en rapport avec les conceptions de l'animisme traditionnel. D'autre part, les musulmans africains, comme d'ailleurs leurs frères arabes, ne sont pas encore parvenus à adopter une vision moderne du caractère mondial du monothéisme, à se résoudre à être croyants dans un contexte pluraliste. Un blocage qui compromet les efforts déployés par les catholiques en Afrique pour établir un dialogue avec les musulmans. Ils ne trouvent pas de partenaire, sans compter les réticences de certains milieux chrétiens qui refusent un tel dialogue.

Les musulmans et le devenir de l'Europe

Nous avons écrit ces pages pour deux raisons.

Tout d'abord, pour répondre à cette question cruciale : trouvons-nous, dans le comportement du pape disparu, de quoi soutenir que la distinction entre le religieux et le temporel n'est plus en vigueur ? Notre conclusion, c'est que le pape défunt et les déclarations formulées par l'Eglise sous son pontificat ont abouti à un vaste questionnement qui ne se réfère plus à la position traditionnelle de la religion et de l'institution ecclésiale, mais qui s'efforce de répondre à ceci : comment la religion peut-elle servir le croyant dans le monde actuel ? L'exemple catholique nous enseigne que le rapport entre le religieux et le temporel est un rapport quelque peu ambigu, en ce sens qu'il ne fournit pas une réponse unique. Ce que nous avons dit à propos des particularités de l'Amérique latine et de l'Afrique, et ce que nous pourrions ajouter en analysant l'expérience de l'Eglise catholique dans le monde arabe et en Asie, tout cela tend à affirmer qu'on ne peut servir le croyant en faisant abstraction de son existence concrète avec toutes ses exigences. Mais ce même service suppose que l'on cherche à dynamiser la pensée religieuse et à l'actualiser, grâce à une réforme continue et en respectant la nécessaire distinction, pour éviter la sacralisation de l'Etat et l'idéologisation de la religion, et pour proposer des réponses bien définies aux multiples problèmes de la société.

Ce qui nous incite également à suivre de près l'expérience catholique aujourd'hui, c'est son appréciation des valeurs, non pas avec l'intention de la reproduire, mais pour saisir les particularités du monde arabo-islamique dont le point d'ancrage est le rapport entre le religieux et le temporel. Le débat chrétien actuel est important, car il aide à comprendre que ce qui est en place chez nous depuis des

siècles diffère sur plus d'un point de ce qui est advenu dans le contexte européen. Il nous faut une sorte d'étude comparée, qui recherche les aspects spécifiques importants à mettre en évidence si l'on veut formuler une réflexion efficace et valable pour demain.

Cette comparaison contrastée révèle, par exemple, comment la démarche de certains islamistes, qui passent par-dessus les écoles de droit (*fiqh*) et de théologie (*kalâm*) pour aborder directement les textes fondateurs, n'aboutit qu'à effacer la mémoire collective et à traiter les textes sans bien les comprendre ni savoir les appliquer. Cette option constitue une nouvelle faille, qui ne pourra fournir des solutions autres que celles du passé, comme celles auxquelles les non musulmans parviennent aujourd'hui.

A un autre niveau, l'expérience des catholiques, dans sa diversité, nous aide à comprendre le retard pris par notre réflexion réformiste dans le domaine politique et social. Chez nous, les juristes (*fuqahâ'*) ont été tenus à l'écart des projets d'Etat moderne (Turquie) ou d'Etat national (pays arabes), parce que ces expériences de modernisation n'ont pas cherché leur légitimité du côté de leur patrimoine culturel ni des compétences consacrées par l'histoire. Ces expériences, qu'elles aient révélé des attitudes agressives vis-à-vis de l'islam et de sa tradition, ou qu'elles aient utilisé des représentations traditionnelles de l'islam, ont fait régresser la pensée islamique et l'ont ramenée vers des positions conservatrices et apologétiques, incapables de produire une réflexion accordée aux nouvelles données socio-culturelles. Par suite, la pratique politique dans le monde arabo-islamique a pris un simple vernis de modernité, ou bien de tradition tribale ; et, dans les deux cas, elle repose encore sur l'asservissement de la société civile, et elle se révèle incapable de participer aux efforts novateurs de notre époque.

En conclusion, nous nous intéressons à l'expérience chrétienne actuelle en Europe car, dans ce nouveau débat et selon sa propre méthode, elle s'efforce de donner une réponse au problème qui préoccupe la pensée de l'islam, à savoir : comment appréhender son rapport aujourd'hui avec la mondialité ? A ce niveau-là, l'Europe actuelle est riche d'enseignement dans sa façon d'aborder cette problématique sous son côté pratique. Cela apparaît clairement dans la construction de l'Union européenne et spécialement avec la question de l'adhésion de la Turquie. Le vaste débat instauré autour de ces deux problèmes liés au devenir de l'Europe montre que la référence chrétienne est abordée selon deux approches. La première est protectionniste et passéiste, hantée par le souvenir des guerres et leurs terreurs ; mêlant politique et religion, elle voit dans l'entrée de la Turquie, avec sa croissance démographique élevée et ses particularités culturelles et religieuses, un danger menaçant pour l'avenir de l'Union européenne. La solution serait alors que chacun reste confiné dans ses frontières culturelles et religieuses. La seconde approche reconnaît que l'avenir de l'Europe ne peut, certes, faire abstraction de la mémoire, mais elle considère que l'Union ne doit pas être un club chrétien fermé. Elle voit dans l'adhésion des Turcs musulmans un enrichissement pour le devenir de l'Europe, car cela rendra caduc le discours sur le choc des cultures, discours qui ne résiste pas à une analyse historique sérieuse.

On saisit l'importance de cette seconde approche quand on observe comment des chrétiens s'engagent en faveur de la démocratie et de l'avenir européen, à travers la reconstitution du tissu culturel de la société française et ce que celui-ci pourrait apporter pour répondre aux exigences de notre temps. A propos de l'avenir de l'Europe, Jacques Delors déclare : « L'Europe ne réalisera son union qu'en s'appuyant sur une foi assez forte pour rassembler ses éléments épars ». Mais il ajoute : « L'Europe ne se construira contre personne ; elle se fera en donnant corps à une vision nouvelle des rapports entre les peuples ».

Cette position du leader socialiste français signifie que la religion n'a pas pour fonction de dessiner les traits socio-politiques de l'Union européenne de demain ; sa fonction consiste à préciser les valeurs qui préserveront la société européenne et qui contribueront à former la trame de sa pensée et de son imaginaire, dans un esprit d'ouverture à l'autre. Par contre, si l'Europe de demain devait se borner à entasser des richesses matérielles à l'intérieur de ses frontières, ce serait un échec terrible : elle serait alors incapable d'assumer son héritage et trop faible pour s'opposer à qui lui voudrait du mal.

Ce débat a conduit Delors et d'autres que lui à soutenir la candidature de la Turquie, parce que l'adhésion de ce pays permettrait à la société française de se réconcilier avec elle-même, en relevant ce défi de l'Histoire. De l'autre côté et venant d'horizons politiques opposés, diverses voix s'élèvent qui refusent l'adhésion pour un ensemble de considérations, parmi lesquelles l'incompatibilité culturelle et religieuse. Nous avons là deux conceptions de l'identité européenne et de son devenir. L'une vise à

créer une zone économique et financière de libre-échange, protégée et fondée sur des représentations nationalistes et religieuses proches de celles qui prévalaient au 19^{ème} siècle. L'autre considère que l'identité, en prenant forme dans le contexte mondialiste, édifiera un ensemble politique ouvert et porteur de valeurs et d'orientations humanistes.

Nous voudrions dire en terminant que les élites musulmanes peuvent s'insérer dans ces options d'avenir, mais à deux conditions : la première, c'est d'accepter les révisions déchirantes que suppose le dialogue avec l'autre différent ; la seconde, c'est de ne pas regarder les autres comme des blocs inertes et indifférenciés.

Interrogé sur sa position au sujet de la Turquie, le cardinal Josef Ratzinger (le nouveau pape) répondit : « Son adhésion à l'Union européenne serait une décision contraire à l'Histoire » ; puis il donna cette explication : « Une religion qui s'assimile au monde risque d'en devenir superflue ». Cela ne doit cependant pas nous faire oublier la position d'autres cardinaux, parmi lesquels l'archevêque de Marseille, Bernard de Panafieu, qui déclarait peu avant l'élection du nouveau pape : « Notre tâche essentielle sera de répondre aux questions que le monde adresse aujourd'hui à l'Eglise ».

Seule une vision complète de la situation permettra au monde arabo-islamique d'échapper à ses doutes et à ses jugements simplistes, et lui procurera une force créatrice apte à le renouveler lui-même et le monde autour de lui.

Hmida Ennaifer

II. Une Eglise pour un peuple musulman (par Henri Teissier ²)

Quelle annonce de l'Evangile est possible dans la relation à nos partenaires musulmans ?

L'Eglise d'Algérie est insignifiante par le nombre³ dans un peuple de trente millions de musulmans. Mais, dans ce peuple musulman, elle fait pourtant signe. Beaucoup d'algériens, tout en demeurant musulmans, nous disent « vous êtes notre Eglise. » C'est ce que nous voudrions être : non pas l'Eglise en Algérie, mais l'Eglise d'Algérie. C'est ainsi, par exemple, que des musulmans algériens nous disaient, lors de l'élection du nouveau pape : « Pourquoi notre Eglise n'est-elle pas représentée à Rome au moment où on choisit un nouveau pape ? ». Après l'assassinat de Mgr Claverie, évêque d'Oran, nous avons dû faire deux célébrations, l'une eucharistique pour les chrétiens, l'autre, dans une prière plus large, avec les amis musulmans de l'Eglise. Ces derniers voulaient dire qu'ils étaient heureux que l'Eglise ait décidé de soutenir l'avenir d'une présence ecclésiale dans leur ville ; une amie du P. Claverie, enseignante, écrivait : « Il existe en Algérie une *Eglise musulmane*. Elle est composée de toutes ces hommes et de toutes ces femmes qui se reconnaissent dans son message universel et dans son engagement pour une société plurielle et fraternelle : elle est plus nombreuse que vous ne le croyez. » A travers le signe donné il y a aussi, la mise en œuvre d'une nouvelle conception de la mission, greffée sur l'enseignement de Vatican II, mais lui donnant ses dimensions vécues dans la situation algérienne de relation islamo-chrétienne...

Le signe donné par Jean-Paul II, au delà de l'Eglise, fait comprendre notre témoignage

Pour comprendre le témoignage de l'Eglise d'Algérie, partons de ce que nous venons de vivre à l'occasion de la maladie et de la mort de Jean-Paul II. Au point de départ, la mission d'un pape s'exerçait à l'intérieur de l'Eglise catholique et seulement pour les chrétiens de cette Eglise. Mais voici qu'avec la mondialisation les choses ont changé. Ce fut déjà vrai avec Jean XXIII et Paul VI, mais ce le fut plus encore avec Jean-Paul II. Les gestes du pape sont désormais médiatisés par les télévisions du monde. Ils ne concernent plus seulement des petits groupes de catholiques. Ils concernent les sociétés de notre temps. C'est bien évident quand le pape parle ou agit pour la Justice en Afrique, pour la Paix en Irak, pour les victimes de la sécheresse au Sahel ou du Tsunami en Asie du Sud Est.

En Algérie ce fut notamment cet aspect de l'engagement du pape qui fut souligné par la presse ou par nos voisins et amis musulmans. Mais ils lui étaient aussi reconnaissants de ses interventions courageuses quand il s'exprimait sur les grandes questions de la vie humaine : la

² Archevêque d'Alger, Mgr Teissier s'adresse ici à des séminaristes de Paris rassemblés pour l'inauguration d'un oratoire réalisé dans la chambre qu'avait occupée Christiane Chergé aux *Carmes* (Pentecôte 2005).

³ Il y a dans le pays 110 prêtres, 170 religieuses et moins de dix mille baptisés catholiques.

régulation des naissances, la procréation assistée, l'homosexualité, le mariage, l'euthanasie, ou, plus largement, le respect de la vie humaine. Nos amis musulmans ont été très attentifs à tous les gestes qu'il a posés pendant sa vie en direction des catégories de la population que les bouleversements du monde actuel ont fragilisés : les jeunes, les migrants, les malades, les personnes âgées, les paysans sans terre et les ouvriers sans travail...

Ainsi le message du pape n'est-il plus seulement un message pour les catholiques mais il est accueilli par tout être humain s'interrogeant sur la vocation des hommes ou des femmes dans le monde aujourd'hui. Cela devient encore plus vrai quand les questions abordées par le pape concernent plus directement la vie des croyants. Beaucoup d'interrogations sont, là aussi, communes, en Algérie comme ailleurs. Citons par exemple le rapport de la raison et de la foi, dans un monde où le progrès des sciences a fait reculer bien des énigmes de l'existence. Lors de ma conférence à la faculté de philosophie, je citais en arabe l'encyclique *"Fides et Ratio"* de Jean Paul II pour faire comprendre aux étudiants la différence et la complémentarité entre la réflexion théologique et le travail philosophique. Il y a aussi à réfléchir ensemble le développement des fondamentalismes, l'exacerbation des réflexes identitaires avec les intolérances qu'ils développent et, finalement, toutes les questions posées par la liberté religieuse, le dialogue des cultures et des religions, la tolérance, et le respect réciproque.

Sur toutes ces questions, pendant 25 ans, beaucoup ont pris l'habitude d'écouter le pape, de suivre ses voyages, de méditer sur ses gestes et ses paroles. C'est souvent l'occasion d'un échange pour nous avec nos partenaires. Ainsi la vie de l'Eglise, à travers la figure du pape, devient-elle un signe non seulement pour les chrétiens, mais aussi pour un grand nombre de non chrétiens.

Je pense que l'on peut dire désormais la même chose pour notre existence chrétienne en Algérie. Nous ne sommes pas musulmans, mais notre existence fait signe dans une société musulmane. Une enseignante algérienne, ayant fait des études de sciences islamiques, nous écrivait : *« Vous avez bien fait de choisir de vivre avec ce peuple, de partager ses joies et ses peines. Vous avez choisi ou c'est Dieu qui a choisi pour vous... Je ne serais pas logique si je ne disais pas que votre existence sur cette terre et dans ce peuple vous a dépassés, car une partie de vous-mêmes nous appartient. On ne peut exister quelque part sans appartenir, d'une certaine façon, à l'autre. »*

Notre Eglise d'Algérie nourrit d'abord la foi de ses fidèles. Mais elle devient, de plus en plus, comme le pape le fut, un signe pour tout le peuple algérien, ou du moins pour ceux qui nous connaissent. C'est la mise en œuvre de cette *sacramentalité* de l'Eglise dont parle Vatican II.

Le retentissement de la maladie et de la mort de Jean-Paul II dans la société musulmane

Ceci s'est trouvé vérifié particulièrement dans la société algérienne au moment où les médias ont annoncé la maladie du pape, puis sa mort. Dans un pays où les journalistes sont musulmans et écrivent pour des musulmans, tous les journaux ont largement présenté le sens de la vie et du message de Jean-Paul II. Pour ne prendre qu'un exemple, le numéro du 9 avril de l'hebdomadaire arabophone *Al Khabar al 'Usbu'i* a publié cinq pages entières sur Jean-Paul II à l'occasion de sa mort. Les amitiés que nous avons avec de nombreux partenaires musulmans les ont conduits à nous exprimer leurs réactions aux messages généraux des médias sur le pape. Il était clair que pour beaucoup d'entre eux, il s'agissait à la fois de rendre hommage au Saint Père, mais de dire aussi leur joie de nous avoir auprès d'eux, comme petit groupe chrétien dans une société algérienne qui traverse des épreuves.

Nous avons dû ouvrir des registres de condoléances pour que nos amis musulmans puissent y exprimer leur reconnaissance à Jean-Paul II. Personnellement, j'ai été sollicité pour des interviews par une quinzaine de publications algériennes auxquelles s'ajoutent les trois chaînes de la radio et l'une des chaînes télévisées. C'est à chaque fois l'occasion de faire comprendre comment l'Eglise aborde les problèmes de l'homme et ceux de la foi. Je pourrais évoquer deux témoignages parmi les centaines de lettres ou messages que nous avons reçus.

Le Président Abdelaziz Bouteflika a écrit ceci : *« Un ardent défenseur des causes justes et un symbole de la sagesse vient de s'éteindre après un long parcours qui lui a valu l'admiration et le respect non seulement de tous les peuples monothéistes du monde mais de l'ensemble de la communauté internationale... Je veux lui rendre hommage parce qu'il a su défendre, au prix de sa santé et au risque de sa vie, les principes auxquels il était profondément attaché et dont il ne s'est jamais départi, s'élevant courageusement contre les atrocités de la guerre et de la violence, et prônant partout la paix, la fraternité et la concorde entre les hommes. »*

Le Président d'une association de Boumerdès nous écrivait : *« Sa mort n'est pas seulement une perte pour la chrétienté mais pour toute l'humanité. C'est un homme qui a brisé les tabous existants entre religions et entre communautés. Il a su transmettre à ceux qui l'ont écouté le sens de la repentance et du pardon. Il a su toucher les cœurs et exhorter les hommes vers plus d'amour et d'amitié pour que la paix dans le monde puisse être une réalité...Il appartient maintenant aux hommes de bonne volonté de continuer son œuvre: que l'homme devienne le frère de l'homme. »*

On pourrait rapporter des centaines de réactions semblables. Elles prouvent que nos communautés leur apparaissent bien comme la présence, à leur côté, de l'Eglise Universelle. Dans des sociétés musulmanes où, depuis des siècles, on divise le monde entre fidèles et infidèles, cette reconnaissance est le signe que des choses sont en train de changer, surtout si l'on tient compte de l'apologétique musulmane qui ne cesse de dire que l'islam est une religion sans clergé et qui accuse les chrétiens d'avoir remplacé l'adoration de Dieu par la vénération de leurs hiérarchies...

Un nouvel âge pour la mission.

La vie de l'Eglise en Algérie nous donne l'occasion de mettre en œuvre un nouvel âge de la mission, celui du témoignage chrétien devant des personnes croyantes qui appartiennent à une autre religion. Il ne s'agit pas de nier la possibilité de conversions de musulmans au christianisme. Elles existent d'ailleurs aujourd'hui, plus que par le passé, et il faudrait une autre réflexion sur ces cheminements. Mais ici il s'agit plutôt de chercher comment le don que Dieu nous a fait par la vie du Christ pourra devenir, aussi, un signe pour des non-chrétiens, en l'occurrence des musulmans. Ce mouvement est d'ailleurs réciproque car nous avons aussi à découvrir les fidélités de nos compagnons musulmans à l'appel que Dieu leur adresse, au plus profond de leurs consciences, et à en recevoir le témoignage pour soutenir notre propre fidélité à Dieu.

Nous avons trop souvent confisqué le visage de Jésus comme s'il ne pouvait apporter un message de vie qu'aux chrétiens et aux catéchumènes. Jésus et son évangile sont des dons de Dieu pour tous les hommes de bonne volonté, même pour ceux qui restent dans leur religion d'origine. Je peux, comme chrétien, trouver des signes, dans la vie de Gandhi. Pourquoi un musulman ne pourrait-il pas trouver aussi des signes de Dieu dans la vie et le message de Jésus ? Un musulman qui lit la parabole de l'enfant prodigue, ou celle du bon samaritain, ou l'épisode de la femme adultère peut recevoir les appels qui sont inscrits dans ces textes, comme des incitations à entrer personnellement dans les attitudes spirituelles que ces textes suggèrent.

On a trop longtemps réduit le champ du témoignage chrétien au cercle limité des baptisés et des catéchumènes. Et certes ils ont plein droit à ce témoignage. Mais il nous faut maintenant découvrir qu'il y a aussi un don du Christ pour ceux qui, actuellement, restent dans la religion de leurs pères, mais deviennent sensibles aux signes particuliers que l'Eglise et les chrétiens leur adressent. Un directeur de journal islamiste qui avait fait la connaissance d'un chrétien vient, au bout de quelque temps, lui dire, tout heureux : « J'ai trouvé dans l'évangile une phrase qui change ma façon de voir : « Si vous aimez seulement vos frères que faites-vous d'extraordinaire ? Les païens n'en font-ils pas autant ? » N'est-ce pas une parole de Jésus précieuse pour tout homme, chrétien ou non chrétien ? C'est d'ailleurs ce que voulait nous dire aussi une jeune femme, amie de l'Eglise d'Oran, en relativisant les différences qu'établissent les dogmes confessionnels, quand il s'agit de fidélités concrètes à mettre en œuvre ensemble : « En Algérie, nos sangs sont mêlés. C'est ce que croyait Pierre Claverie, lui qui a mêlé son sang à celui de Mohamed, son chauffeur. Il n'y a pas spécialement des chrétiens, ni spécialement des musulmans : il y a la révélation de Dieu à l'homme. »

Une communion qui dépasse les barrières et met en œuvre le Royaume de Dieu

L'histoire a placé trop souvent les chrétiens et les musulmans dans deux camps opposés. Jésus nous a envoyés pour que nous nous rendions proches de ceux dont nous aurions pu rester loin. Dans la parabole du Bon Samaritain, il nous pose cette question : « Lequel des trois à ton avis s'est montré le prochain de l'homme qui était tombé sur des bandits ? » Des musulmans à qui on a enseigné que le monde se divisait entre fidèles et infidèles (qu'on a conseillé, bien souvent, de ne pas fréquenter) découvrent qu'il ne faut pas ainsi se mettre à la place de Dieu en dressant Ses créatures les unes contre les autres. Pareillement des chrétiens qui ont été élevés dans les mêmes préjugés

apprennent au contraire à faire du dépassement des frontières un lieu de leur fidélité à Dieu : « Aimez-vous les uns les autres comme je vous ai aimés. »

C'est ainsi que, malgré ces siècles de préjugés, on nous invite dans les fêtes de famille ou dans les occasions officielles. On cherche à nous associer aux rencontres des associations. On nous photographie dans les mariages auprès des mariés. On multiplie les petits gestes pour les fêtes chrétiennes. Au titre de l'amitié d'abord, bien sûr, mais aussi parce que l'on veut nous dire, en quelque sorte : « Nous ne sommes pas des musulmans fermés sur nous-mêmes. Nous voulons faire une place aux chrétiens qui sont parmi nous. » Ainsi vient le Royaume de Dieu dans la relation entre nous. Jean-Paul II a écrit, dans *Redemptoris Missio*, donnant ainsi la première définition du Royaume de Dieu au niveau d'un texte pontifical : « Le Royaume se réalise progressivement, au fur et à mesure que les hommes apprennent à s'aimer, à se pardonner et à se mettre au service les uns des autres. » (R.M.15) C'est bien ce que traduisait spontanément un paysan voisin de Tibhirine disant, en parlant des moines trappistes : « Je vous assure, ils nous manquent ! ». Quand on pense à tant de lieux où les musulmans cherchent à faire partir leurs voisins chrétiens on mesure l'importance d'une telle réflexion...

Il est tout à fait remarquable que, dans le bilan qui a été fait du ministère de Jean-Paul II, la place de son engagement dans le dialogue interreligieux ait été presque partout soulignée, soit à partir des initiatives du pape à Assise, soit à cause de ses engagements lors de ses voyages dans des pays musulmans, comme lors de sa rencontre avec les 80.000 jeunes musulmans marocains rassemblés autour de lui par le roi Hassan II, ou lors de sa visite à la mosquée des Omeyyades à Damas...

Dans le domaine du dialogue interreligieux, beaucoup, à l'annonce du choix de Benoît XVI pour succéder à Jean-Paul II, craignaient les positions exprimées par le Cardinal Ratzinger dans le document *Dominus Jesus*, texte qui, à la vérité, concernait surtout les rapports oecuméniques.

On a oublié un autre document qui a été préparé sous la responsabilité du nouveau pape et qui est beaucoup plus considérable pour notre propos que *Dominus Jesus*, je veux parler du document de 1996 publié par la Commission théologique internationale dont le Cardinal Ratzinger était alors le Président. Notre Eglise reprend volontiers à son compte cette réflexion : « *En cette fin du IIème millénaire l'Eglise est appelée à témoigner du Christ ressuscité « jusqu'aux extrémités de la terre » (Actes 1,8), dans de vastes mondes culturels et religieux. Le dialogue interreligieux est connaturel à la vocation chrétienne, il s'inscrit dans le dynamisme de la Tradition vivante du mystère du salut dont l'Eglise est le sacrement universel.* » (n°116)

Henri Teissier

III. L'art du dialogue: des laboratoires de paix (par Jacques Hubert⁴)

Le rôle des religions dans l'édification d'une civilisation humaine

Dans un monde désabusé, en proie au doute, où la violence est si présente et où nous sommes obsédés par la compétition marchande, c'est une toute autre compétition qui nous attend sur le terrain: celle de l'éthique, des valeurs, de la cohésion... Nos structures de dialogue interreligieux nous font redécouvrir la disponibilité intérieure où chacun peut s'éprouver en manque de l'autre. **El2Hallaj** disait: « *Beaucoup s'en vont en pèlerinage, mais c'est autour du Temple qu'ils processionnent; pour moi, je vais en pèlerinage vers l'Ami qui demeure en moi.* »

Il faut arriver à pratiquer concrètement « *l'hospitalité des convictions* » dont parlait **Paul Ricoeur**⁵, cette hospitalité dans la durée où l'étranger, venu de la part de Dieu, peut nous sortir de l'enfermement et de la dégénérescence. **Louis Massignon** disait⁶: *La rencontre de l'autre est une Visitation de l'Etranger*, Dieu, l'Expatrié par excellence...

Il ne s'agit pas d'une négociation, d'un procédé pédagogique, mais d'une parole de vie, la mienne, qui se laisse traverser par une autre parole de vie, celle de l'autre en face de moi.

⁴ Président de l'Association « Tibhirine » qui rassemble, à Nantes, chrétiens, musulmans, juifs, bouddhistes, M. Jacques Hubert, fut invité à la 3^e *Conférence du Dialogue entre les Religions* qui se tint à Doha (Qatar) les 29 et 30 juin 2005, et où devait aussi intervenir notre ami et collaborateur, Maurice Borrmans, pb.

⁵ P. Ricoeur, *La Mémoire, l'Histoire et l'Oubli*, Seuil, 2000.

⁶ L. Massignon, *Mystiques en Dialogue*, n° 90.

Il faut avoir sa tente ouverte, se ranger du côté du visage de l'autre, vivre *le temps de la droiture, du face à face*, comme disait **Emmanuel Levinas**⁷, et renouer avec une véritable spiritualité.

Il faut d'abord se bousculer, sortir de soi pour un ailleurs, vouloir le dialogue, désirer la rencontre, l'imaginer, la favoriser, la provoquer. Mais l'autre, en face de moi, me questionne, me déstabilise, m'interroge sur ma propre identité, sur mes convictions. Il faut ensuite passer de l'individuel au collectif, négocier entre les différentes religions, mettre en place **une pédagogie du dialogue**. Chacune de nos religions devrait investir en priorité dans ce patient travail de rapprochement et d'ouverture, sans attendre tel ou tel événement dramatique international. Nous ne pouvons plus vivre seuls dans nos mosquées, nos synagogues, nos églises et nos temples. La Conférence de Doha est un merveilleux stimulateur et doit nous pousser à mettre davantage en commun nos énergies si nous voulons contribuer à faire germer, dans nos sociétés, la tolérance.

Mais il faut aussi se mettre ensemble pour aller plus loin et apprendre à accepter nos "ennemis". C'est un des enrichissements des différences que de découvrir la vocation d'humanisation inscrite dans toute création. C'est bien ce que nous apprenons dans notre pratique sur le terrain du dialogue interreligieux: tenter d'arrêter d'interpréter nos différences comme des causes de guerre, au lieu d'être des sources d'enrichissement.

Mais, pour établir des passerelles fraternelles au-dessus des passions, nous avons un travail intérieur de conversion et de retenue à faire. Nous n'incarbons pas à nous seuls la vertu et la paix pour le compte du monde entier. Nous sommes tous UN : l'oublier, c'est tomber dans la haine et la guerre.

Les structures de dialogue interreligieux qui existent sont **des laboratoires de paix**.

Il est de la responsabilité de la société d'encourager ces acteurs de paix que sont les hommes et femmes du dialogue interreligieux: ils sont prêts à se faire "relais", "médiation", "aiguillon" auprès des membres des différentes confessions; mais il faut permettre à ces initiatives spontanées de gagner en visibilité et en légitimité dans la vie sociale.

Tout l'art du dialogue, c'est de durer: apprendre la bonne distance entre nous, ce n'est pas si simple. Mais quand on comprend que les cultures sont différentes, cela évite de s'imaginer qu'il n'existe qu'une forme de vérité. A chacune de nos rencontres interreligieuses, nous percevons que la vérité est plus grande que ce que nous sommes.

Nous sommes des marcheurs, **des pèlerins vers la vérité**. Je ne tiens pas la Vérité, c'est la Vérité qui me tient. Tous ceux qui marchent savent que, si le corps et les pieds souffrent souvent, nous passons aussi par des moments intenses où nous touchons le sacré. Marcher renvoie à soi-même, en profondeur, à ce qui compte dans nos existences. Et dans cette marche, si éloignée du relativisme et du syncrétisme, chacun peut partager la lumière ou la question qui l'habite...

L'art de la rencontre, c'est d'inventer des occasions de rassemblement, inventer du sens ensemble, créer du lien à partir de l'initiative de chacun. Comme un art de la paix. Et je peux vous assurer qu'en fréquentant les différentes traditions religieuses, en en saisissant la spiritualité, loin de perdre son identité propre, grâce à l'estime qu'on a pour l'autre, on fait grandir la concorde et la paix.

C'est ensemble que nous devons retrouver *"la mémoire des sources"*. Et si nos différentes pensées doivent affronter le monde, elles doivent surtout l'éclairer.

Je suis convaincu qu'en chacun de nos pays, de l'Est à l'Ouest et du Nord au Sud, rien n'avancera sans ce dialogue des cultures et des religions. Cette démarche d'ouverture doit devenir ordinaire et se pratiquer au quotidien, à ras de terre. C'est mon expérience laborieuse du dialogue qui me fait dire aujourd'hui que, finalement, on ne trouve la vérité qu'en pratiquant l'hospitalité.

Il ne nous reste plus qu'à faire nôtre cette parole si forte de mon ami, le Prieur des moines de Tibhirine, **Christian de Chergé**⁸: *"Désarme-moi, désarme-les; le vrai dialogue n'est possible qu'entre personnes désarmées."* Le dialogue, le vrai, est à ce prix.

Jacques HUBERT

⁷ E. Levinas, *Ethique et Infini*, Livre de Poche, Essais, 1997.

⁸ C. de Chergé, *L'invincible espérance*, Bayard2Centurion, 1997.

Dossier de Presse

1. Message de S.M. le Roi Mohamed VI du Maroc au Pape Benoît XVI (19 avril 2005)

A l'occasion de votre accession à la charge suprême de Chef de l'Eglise catholique au Vatican, il m'est agréable d'adresser à Votre Sainteté mes vœux les meilleurs et mes souhaits les plus sincères d'une longue vie pleine de santé, de bien-être et de dévouement au service du St Siège.

Je suis convaincu que vous allez y consacrer toute votre énergie pour le plus grand bien de la chrétienté, ne ménageant aucun effort pour promouvoir les valeurs de paix et de concorde, et répandre *la culture du dialogue interreligieux*. En contribuant à raffermir la coexistence et l'entente entre les peuples et entre les civilisations, vous aurez aidé l'humanité à se consacrer entièrement à l'éradication du fléau de la pauvreté et de la misère qui étouffe tant de potentialités humaines dans les pays du tiers-monde. Je saisis également cette occasion pour vous réitérer ma ferme volonté⁹ d'œuvrer avec Votre Sainteté, comme ce fut le cas avec votre prédécesseur Sa Sainteté le Pape Jean-Paul II, pour faire de la justice, de l'équité et de la légalité internationale le socle de la paix et de la coexistence entre les peuples, sans distinction de croyance ou de culture, notamment dans la région du Moyen-Orient...

2. L'Eglise face à l'Islam, défi pour Benoît XVI, de Xavier Ternissien¹⁰

Pour le moment, une seule phrase, dans les premiers discours de Benoît XVI, mentionne l'islam. Le lundi 25 avril, recevant des représentants des religions non chrétiennes, le pape a salué *les progrès du dialogue entre musulmans et chrétiens, au plan aussi bien local qu'international*". Nul doute, pourtant, que les relations entre le catholicisme et l'islam seront au cœur du nouveau pontificat. Beaucoup de chrétiens d'ouverture attendent de Benoît XVI qu'il prenne le contre-pied d'une lecture essentialiste et culturaliste, formulée en termes de " *choc des civilisations*", qui tend à opposer l'Occident " *judéo-chrétien*" à la sphère musulmane, exclusivement perçue à travers le prisme de l'islamisme politique. Josef Ratzinger est-il le mieux préparé à cette tâche?

Le concile Vatican II (1962-1965) avait marqué une étape décisive dans les relations islamo-chrétiennes. Deux documents conciliaires abordent le sujet en des termes particulièrement hardis pour l'époque. Le premier est la constitution sur l'Eglise, **Lumen Gentium**. Après avoir fait mention de la relation toute spéciale avec le peuple juif, " *qui reçut les alliances et les promesses et dont le Christ est issu selon la chair*", le texte cite, immédiatement après, les musulmans. " *Le dessein de salut enveloppe également ceux qui reconnaissent le Créateur, en tout premier lieu les musulmans, qui professent avoir la foi d'Abraham, adorent avec nous le Dieu unique, miséricordieux, futur juge des hommes au dernier jour.* " La formulation reste prudente sur la filiation abrahamique revendiquée par l'islam, thème sur lequel le Concile ne se prononce pas. La figure d'Abraham présentée par le Coran, défenseur du monothéisme pur, est sensiblement différente de l'Abraham biblique, homme de l'Alliance passée entre Dieu et son peuple.

Le deuxième texte conciliaire qui aborde la question de l'islam est la déclaration **Nostra Aetate**, sur " *les relations de l'Eglise avec les religions non chrétiennes*". Là encore, le ton est profondément optimiste. " *L'Eglise regarde aussi avec estime les musulmans, qui adorent le Dieu un* "

Jusque-là, les relations entre l'islam et le christianisme étaient entachées par la polémique et le souci de convertir l'autre. Il a fallu attendre le grand orientaliste français Louis Massignon (1883-1962), chrétien fervent, pour que l'attitude de l'Eglise catholique évolue. Pour celui-ci, l'islam était une sorte de " *schisme abrahamique*", en tant qu'héritier d'Ismaël, le fils d'Abraham et de sa servante Agar, recevant une part des bénédictions divines. Toutes les fulgurances de Massignon n'ont pas été retenues par l'Eglise catholique. Néanmoins, son influence a été profonde, en particulier sur le cardinal Montini, futur pape Paul VI. De ce dernier, on dit qu'il était membre de la **badaliya**, ce " *monastère invisible*" créé par Massignon dans les milieux catholiques, afin de prier pour les musulmans.

⁹ En ma qualité d'Amir al-Mouminine (Commandeur des croyants) et de président du Comité Al-Qods al-Charif (Jérusalem).

¹⁰ cf *Le Monde* du 5 mai 2005.

Loin de revenir sur les avancées conciliaires, Jean Paul II les a confirmées. A plusieurs reprises, il a insisté sur les points communs entre les deux religions. Aux Philippines, en 1981, il a employé l'expression " *mes frères* " pour s'adresser aux musulmans. Son texte le plus important est la longue méditation qu'il a prononcée à Casablanca, au Maroc, le 19 août 1985, devant des dizaines de milliers de jeunes musulmans. " *Chrétiens et musulmans, nous avons beaucoup de choses en commun, comme croyants et comme hommes*, a-t-il souligné. (...) *Nous croyons au même Dieu, le Dieu unique.* "

Lorsqu'il était cardinal, Josef Ratzinger ne s'est pas beaucoup exprimé sur l'islam. Dans un entretien à *L'Express* (20 mars 1997), il laissait transparaître, en une phrase, une vision essentialiste : " *L'islam ne peut pas renoncer à sa volonté intrinsèque d'être un élément décisif de l'ordre public.* " Il a signé, en septembre 2000, la fameuse déclaration *Dominus Jesus*, dont les termes paraissent en contraste avec les discours de Jean Paul II... Par ailleurs, Josef Ratzinger s'est déclaré hostile à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, mettant l'accent sur sa différence culturelle et religieuse.

Il existe déjà, dans l'Eglise catholique, un décalage assez net entre les intuitions du Concile, les déclarations prophétiques de Jean Paul II, et bon nombre d'attitudes qui témoignent d'une frilosité grandissante. Une invisible frontière tend à séparer les chrétiens qui persistent dans la voie du dialogue et ceux qui y sont réticents, par crainte du *relativisme*. Le camp des conservateurs a été grossi par les déçus du dialogue islamo-chrétien, souvent blessés par les replis constatés dans le monde musulman, le terrorisme islamiste et les persécutions dont sont victimes bon nombre de chrétiens d'Orient.

Dans ce contexte, il est de bon ton de railler l' *angélisme* des défenseurs du dialogue interreligieux. Il est fréquent d'entendre, dans les milieux chrétiens, des jugements à l'emporte-pièce tels que: *Nous n'avons pas le même Dieu...* Des divergences se manifestent jusque dans le clergé catholique en France. Pour sa part, le Père François Jourdan, responsable des relations avec l'islam pour le diocèse de Paris, multiplie les mises en garde. Il estime qu'il est possible de prier *en même temps, mais pas ensemble, puisque les mots de la prière n'ont pas le même sens*. Au contraire, le *Secrétariat pour les relations avec l'islam* (SRI) de la Conférence des évêques vient de publier un Manuel de prières communes¹¹ pouvant être récitées, en particulier, par des couples mixtes, " *dans le respect mutuel de la foi de chacun* ". Les défenseurs d'un tel dialogue, fondé sur l'expérience spirituelle, se défendent d'être des " *naïfs* ". Ils veulent continuer de parier sur ce qu'il y a de meilleur dans la foi musulmane. Trouveront-ils encore des soutiens à Rome?

2. *Musulmans et catholiques vivent en harmonie en Algérie*, de Mgr Henri Teissier¹²

Le climat est propice à un dialogue islamo-chrétien en Algérie, a estimé l'archevêque d'Alger, Mgr Teissier, lors d'un débat avec l'ancien ministre et chercheur algérien, Mohamed el Mili, organisé par le quotidien gouvernemental El Moudjahid. Le prélat a précisé que ce dialogue était visible sur le terrain social, dans le respect de l'autre et de ses croyances, estimant qu'il constituait un exemple à suivre et encourager. Il a également indiqué que des contacts permanents avaient lieu entre l'Eglise d'Algérie et le Haut conseil islamique (HCI), la plus haute instance du pays, pour asseoir ce dialogue conformément au Concile Vatican II de 1965 et aux orientations du pape défunt, Jean Paul II.

De son côté, Md el Mili a estimé que ce dialogue était possible et que le Coran ne s'y opposait pas, reconnaissant toutefois que l'absence d'une autorité de référence dans l'islam sunnite, majoritaire en Algérie, rendait la tâche difficile en raison de la pluralité des avis religieux. Il a donné comme exemple la prolifération des pseudo-imams, souvent quasi-illettrés, qui avaient émis des *fatwas* condamnant à mort les intellectuels, les journalistes, lors des années de violence islamiste...

4. *Un changement dans les relations entre chrétiens et musulmans*, de Mgr M. Fitzgerald¹³

A 40 ans de la fondation du *Conseil Pontifical pour le Dialogue interreligieux*, son président, Mgr Michael Fitzgerald, a fait le point, à Turin, le 8 juin, sur les convergences et les défis

¹¹ « *Chrétiens et musulmans : Vivre ensemble...et prier ?* », SRI, 71 rue de Grenelle, 75007 Paris. Signalons que c'est à Lyon que va se tenir, dans l'esprit d'Assise, la rencontre de Sant' Egidio, du 11 au 13 septembre 2005.

¹² cf *AFP*, Alger, 1^o juin 2005.

¹³ De Rome, le 9 juin 2005 (*Zenit.org*).

dans les relations entre chrétiens et musulmans, lors d'un colloque sur ce thème organisé par le *Centre d'Etudes religieuses comparées Edoardo Agnelli*.

Mgr Fitzgerald a rappelé le rôle joué par le pape Jean-Paul II: Les réactions du monde musulman à sa mort sont *"le signe d'un changement dans les relations entre les deux religions"*. Il ajoutait que l'élection du Pape Benoît XVI a été *"accueillie avec intérêt par de nombreux musulmans, signe peut-être d'une nouvelle phase dans le dialogue islamo-chrétien."*

"Le vrai dialogue théologique, expliquait-il, vise à clarifier les idées, à établir avec exactitude les convergences et les divergences." Ce dialogue fait partie intégrante de la mission d'évangélisation de l'Eglise, qui *"vise à marcher ensemble vers la vérité et à collaborer à des œuvres d'intérêt commun."*

5. Chrétiens et musulmans, le besoin de réconciliation, (de Cl. Lesegrétain)¹⁴

C'est à l'archevêché de Cologne que Benoît XVI a reçu, le 20 août, les représentants des principales communautés musulmanes d'Allemagne¹⁵...Après avoir rappelé la rencontre de son prédécesseur avec les jeunes musulmans au stade de Casablanca en 1985, Benoît XVI a plutôt souhaité *"partager ses préoccupations, en ces jours particulièrement difficiles de l'histoire de notre temps, du fait de l'expansion des actions terroristes, semant mort et destruction, et se servant de tous les moyens, même de la religion."*

"Si nous réussissons ensemble à extirper de nos cœurs le sentiment de rancœur, à nous opposer à toute forme d'intolérance et à toute manifestation de violence, nous freinerons la vague de fanatisme cruel qui met en danger la vie de nombreuses personnes, faisant obstacle à la progression de la paix dans le monde", a insisté le pape.

Il a ensuite invoqué l'histoire: *"Le respect mutuel et la compréhension n'ont pas toujours marqué les relations entre chrétiens et musulmans...(On invoquait) de part et d'autre, le nom de Dieu, en laissant presque penser que combattre l'ennemi et tuer l'adversaire pouvait lui être agréable. Le souvenir de ces tristes événements devrait nous remplir de honte"* et nous servir à *"éviter de répéter les mêmes erreurs"*.

Il s'agit maintenant de *"rechercher les voies de la réconciliation en respectant chacun l'identité de l'autre. En ce sens, la défense de la liberté religieuse est un impératif constant et le respect des minorités est un signe indiscutable d'une véritable civilisation."*

"Ensemble, chrétiens et musulmans, a conclu le pape, nous devons faire face aux nombreux défis qui se posent à notre temps...Le dialogue interreligieux est une nécessité vitale, dont dépend en grande partie notre avenir."

Merci à nos lecteurs de régler, dès que possible,
leur ré-abonnement à Se Comprendre pour 2006
et éventuellement celui de 2005 (oublié ?), encore au tarif actuel:

SE COMPRENDRE

Rédaction et Administration : Philippe THIRIEZ

Pères Blancs 7 rue du Planit 69110 SAINTE-FOY-LES-LYON

Tél. 04 78 59 20 42

Fax: 04 78 59 88 61

Abonnements (10 numéros par an, de Janvier à Décembre) :

Europe: 27 € - Étranger: 32 € - Numéro (franco) : 3 € - CCP 15 263 74 H Paris

Site Internet: <http://www.comprendre.org> adresse e-mail: contact@comprendre.org

¹⁴ cf *La Croix*, du 22 août 2005.

¹⁵ Elles totalisent 6,3 millions de fidèles (8% de la population) dont la moitié originaires de Turquie, notamment 70 000 à Cologne, et les autres de Bosnie, Iran, Maroc, Afghanistan et Pakistan.